



COMITÉ PERMANENT INTER-ÉTATS DE LUTTE  
CONTRE LA SÉCHERESSE DANS LE SAHEL

PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR  
DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

COMITÉ PERMANENTE INTER-ESTADOS  
DE LUTA CONTRA A SECA NO SAHEL

اللجنة الدائمة المشتركة لمحاربة التصحر في الساحل

Acquis  
du CILSS dans  
**LE DOMAINE DU  
DÉVELOPPEMENT  
DES MARCHÉS ET DE  
LA PROMOTION DES  
ÉCHANGES DES PRODUITS  
AGROPASTORAUX ET  
AGROALIMENTAIRES**



*50 ans d'engagement au service des populations  
sahéliennes et ouest-africaines*



**ACQUIS DU CILSS  
DANS LE DOMAINE  
DU DÉVELOPPEMENT  
DES MARCHÉS ET DE LA PROMOTION  
DES ÉCHANGES DES PRODUITS  
AGROPASTORAUX ET AGROALIMENTAIRES  
AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST**

# TABLE DES MATIÈRES

<b>TABLE DES MATIÈRES</b>	<b>4</b>
<b>1. INTRODUCTION</b>	<b>5</b>
<b>2. PRINCIPAUX ACQUIS DU CILSS</b>	<b>8</b>
2.1 Fourniture de l'information pour l'analyse de la sécurité alimentaire et la transparence des marchés	8
2.2 Mesure des flux commerciaux transfrontaliers entre les pays de la sous-région	9
2.3 Fluidification des Échanges : Opération Fluidité Routière Agro-Bétail	10
2.4 Facilitation des rencontres commerciales	11
2.5 Construction/réhabilitation des infrastructures marchandes	13
2.6 Renforcement des capacités des organisations et réseaux d'acteurs	14
2.7 Mise au point d'outils et méthodologies de travail	15
2.8 Études, Recherches et Publications	16
2.9 Formations	17
<b>3. PRINCIPALES INITIATIVES (PROJETS ET CONVENTIONS) AYANT SOUTENU L'ACTION DU CILSS DANS LE DOMAINE DES MARCHÉS ET RÉSULTATS DE LEURS INTERVENTIONS</b>	<b>18</b>
<b>4. IMPACTS DES INTERVENTIONS</b>	<b>21</b>



# 1. INTRODUCTION

En Afrique de l'Ouest et au Sahel, le secteur agricole occupe plus de la moitié de la population et sa contribution à la création de la richesse nationale et à la croissance économique est importante. Cependant, une caractéristique commune à tous les pays de cette sous-région est le niveau insuffisant de production agricole pour satisfaire les marchés intérieurs, en raison notamment d'une demande des consommateurs en croissance et d'une offre non proportionnelle du fait, entre autres, des conditions agro-climatiques qui ne favorisent pas toutes les productions dans tous les pays favorables. Les pays côtiers sont déficitaires en produits carnés et excédentaires en produits d'origine végétale tandis que les pays sahéliens connaissent une situation globalement inverse. Ceci crée des complémentarités sur lesquelles le commerce transfrontalier a émergé depuis très longtemps.

Cependant, en dépit de ces sources de complémentarité et de l'existence de ce commerce séculaire des produits agricoles et alimentaires, l'Afrique de

l'Ouest reste l'une des régions les moins intégrées du monde. En effet, selon des sources concordantes, la part du commerce intrarégional dans les échanges globaux de la région représente à peine 16% contre 21% en Afrique de l'Est (EAC) et 31% en Afrique australe (SADC). De ce fait, la région dépend largement des importations extrarégionales de produits alimentaires dont les chiffres pèsent énormément sur la balance des paiements de la région.

Cette situation, la région la doit principalement à des contraintes qui affectent négativement les échanges commerciaux, notamment le déficit en infrastructures, le pouvoir limité des institutions communautaires, la faible application de la réglementation sous régionale en matière d'échanges, la faiblesse de l'accès à l'information commerciale pour les producteurs et commerçants des produits agropastoraux, à la concurrence des produits en provenance des pays tiers et à la méconnaissance de l'évolution de la demande sous régionale.



Malgré la persistance de ces contraintes, des acquis importants ont été obtenus grâce à la mise en route des processus d'intégration régionale avec la création des Communautés Économiques Régionales (CER), à savoir la CEDEAO en 1975 et l'UEMOA en 1994.

Ces entités économiques ont, entre autres, pour mission d'inverser la tendance à l'extraversion de l'économie régionale pour nourrir les populations avec les produits agricoles et agroalimentaires dont dispose la région.

Aux côtés des CER, le CILSS dont le mandat est de « s'investir dans la recherche de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la lutte contre les effets de la désertification et du changement climatique pour un équilibre écologique et un développement durable au Sahel et en Afrique de l'Ouest » s'est très tôt engagé pour contribuer à promouvoir des marchés intégrés qui favorisent un accès effectif à la nourriture par le biais des échanges fluides entre zones excédentaires et zones déficitaires. L'engagement du CILSS sur la problématique des marchés sous régionaux était également motivé par la nécessité de fournir aux États et aux partenaires, les informations nécessaires à une bonne compréhension du fonctionnement du marché et à l'analyse des interactions entre marchés, sécurité alimentaire et résilience des populations.

Les actions entreprises par le CILSS, avec le concours financier des partenaires au développement, ont notamment permis d'améliorer l'état des infrastructures marchandes et favoriser l'émergence d'organisations professionnelles qui jouent, à la fois, le rôle de structures d'encadrement pour les acteurs des marchés et d'interface entre les États et les acteurs du marché. La plupart des organisations professionnelles qui essaient aujourd'hui la sous-région et constituent des forces de propositions très appréciées dans

l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques agricoles et commerciales ont été inspirées des Cadres Nationaux de Concertation que le CILSS a mis en place au milieu des années 80.

C'est partant du succès des interventions du CILSS dans ce domaine que le sommet des Chefs d'État réunis en 2004 à Nouakchott a voulu que la réforme, qui était alors en cours, traite la question des marchés à la hauteur de l'importance des enjeux qu'elle porte dans la poursuite des missions assignées au CILSS. Ainsi, le Programme Régional d'Appui Accès aux Marchés (PRA-Marchés) a vu le jour dès 2005 avec pour ambition de renforcer et d'élargir les acquis des différentes initiatives de développement coordonnées par le CILSS en lien avec la fluidification des échanges des produits agricoles et agroalimentaires et le développement du commerce entre pays sahéliens et pays côtiers.

En quelques années, ce programme a réussi à faire du CILSS une institution de référence dans les domaines de la production de l'information sur les marchés, la fluidification des échanges ainsi que le renforcement des capacités des acteurs du marché et de leurs organisations professionnelles.

Dans le cadre du Plan Stratégique horizon 2050 dont le CILSS s'est doté, le PRA-Marchés est en charge de l'Objectif Stratégique 4 « Optimiser les échanges intrarégionaux des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques du cru et transformés ». La poursuite de cet objectif démarre dans un contexte où la sous-région se trouve confrontée à



des défis persistants et émergents, notamment le niveau élevé de l'insécurité alimentaire, le défi de la variabilité et du changement climatique, le défi sécuritaire et la dégradation de la cohésion sociale, les impacts de la Covid-19 et de la guerre russo-ukrainienne.

Au regard des défis cités plus haut, le Programme a pris « la résilience des marchés » comme point d'entrée de sa stratégie de mise en œuvre du Plan de travail 2023-2027. Cette stratégie est notamment bâtie sur les acquis obtenus par le CILSS ainsi que les leçons apprises sur le chemin qui a conduit l'institution intergouvernementale vers ces acquis dont la quintessence est présentée ci-dessous.



## 2. PRINCIPAUX ACQUIS DU CILSS

Ce chapitre présente la synthèse des principaux acquis du CILSS selon les domaines thématiques mis en œuvre dans le cadre du PRA-Marchés.



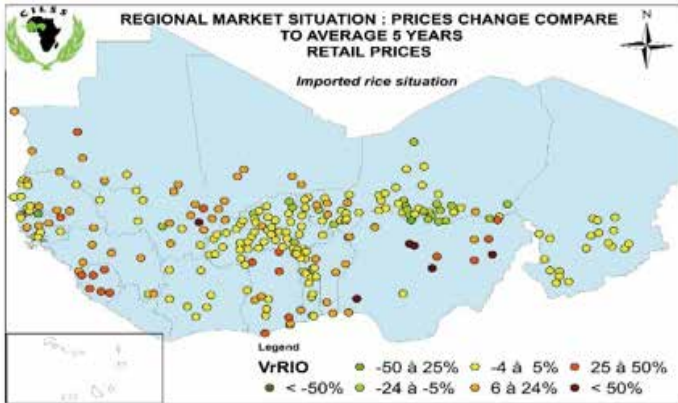
### 2.1 Fourniture de l'information pour l'analyse de la sécurité alimentaire et la transparence des marchés



Au début des années 80, la région Sahel et Afrique de l'Ouest était marquée par une rareté de sources crédibles qui fournissent des informations fiables, sur une base régulière, sur les marchés des produits agro-pastoraux en dépit de l'importance de cette information dans l'analyse de la sécurité alimentaire et dans l'amélioration de la transparence du marché. Grâce à l'action du CILSS, à travers notamment le projet DIAPER et le Projet MISTOWA/USAID qui ont apporté des appuis méthodologiques, matériels et financiers conséquents aux pays, il existe de nos jours :

- 15 systèmes nationaux d'information sur les marchés agricoles
- 7 systèmes nationaux d'information sur les marchés à bétail opérationnels ;
- 7 systèmes d'information en transition vers la norme SIM 2ème génération (SIM2G), utilisant les systèmes digitaux, pour une diffusion en temps réel de l'information sur les marchés ;
- Une base des données régionale sur les prix des denrées alimentaires ;
- Une démarche concertée d'évaluation annuelle des Marchés pour la sécurité alimentaire.



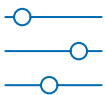


Au total, le suivi des marchés porte sur :

- 17 pays de l'espace CILSS/CEDEAO ;
- 378 marchés visités mensuellement ;
- 10 grands groupes de produits suivis (céréales, légumineuses, oléagineux, racines et tubercules, fruits, légumes, bétail/viande, lait et produits laitiers, volailles, poissons/produits halieutiques).



**378**  
**marchés**  
visités  
mensuellement



## 2.2 Mesure des flux commerciaux transfrontaliers entre les pays de la sous-région

Les statistiques sur le commerce intrarégional des produits agropastoraux sont réputées sous-estimer la réalité des échanges entre pays en raison de la nature informelle des transactions commerciales. Les acteurs s'accordent sur la nécessité de trouver des sources complémentaires fiables pour corriger ces statistiques officielles et offrir aux décideurs des bases plus réalistes qui éclairent les décisions et les choix de politiques et stratégies dans le domaine du commerce des produits agricoles. C'est dans ce cadre que le CILSS, avec l'appui des partenaires comme l'USAID, la Banque Mondiale et le FIDA, a mis en place un dispositif régional de collecte des données sur les flux commerciaux



**un dispositif opérationnel** de statistiques et d'informations avec des données en ligne sur la plateforme web [www.eco-icbt.org](http://www.eco-icbt.org)

frontaliers. Cette activité est menée sous le leadership politique de la CEDEAO et de l'UEMOA, en partenariat avec les organisations professionnelles nationales et régionales.

Ce dispositif, pleinement opérationnel, fournit aux CER et aux instituts nationaux des statistiques et des informations sur les volumes et valeurs des importations/exportations intrarégionales.

Il couvre :

- 17 pays CILSS/CEDEAO ;
- 15 corridors majeurs ;
- 95 points de collecte des données répartis sur les différents corridors ;
- 128 produits agro-sylvo-pastoraux du cru et transformés ;
- une plateforme web des données en ligne depuis 7 ans, [www.eco-icbt.org](http://www.eco-icbt.org).



### 2.3 Fluidification des échanges : Opération Fluidité Routière Agro-Bétail

Les tracasseries routières ont, de tout temps, constitué un frein à l'essor des transactions commerciales transfrontalières. Elles ralentissent les convois des marchandises et renchérissent les prix de revient des denrées alimentaires en raison des paiements illicites. Dans le cadre de la lutte contre ce phénomène, le CILSS a impulsé la mise en place d'un mécanisme dénommé « Opération Fluidité Routière Agro-Bétail » dont la mise en œuvre est assurée par les acteurs

regroupés au sein de l'Association Ouest-Africaine du Commerce Transfrontalier des produits Alimentaires, Agro-sylvo-pastoraux et Halieutiques (AOCTAH). Le mode opératoire est basé sur :

- une assistance aux acteurs du commerce transfrontalier pour qu'ils accomplissent les formalités requises ;
- un suivi des camions le long des corridors grâce à un groupe WhatsApp auquel sont connectées

toutes les catégories d'acteurs concernés, notamment les agents des forces de l'ordre chargées des contrôles ;

- la dénonciation des actes de racket à travers le groupe WhatsApp ;
- l'intervention des points focaux des forces chargées de contrôle pour libérer le camion victime de racket.



En attendant une évaluation globale de l'Opération, les commerçants et transporteurs rapportent une baisse tendancielle des paiements illicites et du temps passé aux contrôles.



## 2.4 Facilitation des rencontres commerciales

Les acteurs du commerce des produits agropastoraux ont besoin de cadres où ils peuvent se rencontrer physiquement et nouer des relations de partenariat. Il existe de nombreuses foires dans la région, mais les formats de ces événements ne sont pas toujours adaptés aux acteurs informels de dimension modeste. C'est pour cela que le CILSS, en collaboration avec les organisations professionnelles des acteurs, travaille à diversifier les événements et manifestations commerciales pour stimuler les relations commerciales et les partenariats économiques. Dans ce domaine, les acquis qui peuvent être mentionnés à l'actif du CILSS sont :

- l'initiation et l'institutionnalisation de la Conférence Régionale sur les Opportunités d'échanges des produits agropastoraux (CORPAO) comme lieu de rencontres et d'échanges entre acteurs du marché sur les excédents commercialisables, les besoins et les modalités de mise en marché de ces excédents. Les éditions de la CORPAO sont également des lieux pour outiller les acteurs privés des marchés en vue de mieux gérer leurs activités à travers des informations/formations sur des thématiques en lien avec les



1<sup>e</sup> édition  
du Salon Africain  
pour l'Agriculture  
(SAFAGRI)  
en 2019

activités commerciales. Ce fut le cas lors de l'édition 2017 avec le thème portant sur le « Rôle des Centres d'arbitrage, de médiation et de conciliation et le recours à ces instruments par les opérateurs économiques privés ». Ces centres permettent de dénouer les conflits qui naissent des transactions commerciales plus rapidement que les longues procédures des tribunaux. Au total, entre 2005 et 2018, une dizaine d'éditions annuelles ont été organisées par le CILSS ;

- l'initiation à la mise en place et à la formalisation du Réseau d'Experts Analystes des Marchés de l'Afrique de l'Ouest en vue de contribuer à une meilleure compréhension des dynamiques du marché régional. À cet effet, entre 2008 et 2011, trois (3) Conférences Régionales sur les dynamiques des marchés, ayant regroupé des Centres de Recherche Agricole et des Universités avec l'implication des chercheurs des universités et des Centres de Recherche Agricole de l'espace CILSS/CEDEAO dans les analyses et partages des résultats de recherches sur les dynamiques du marché régional, ont été organisées. Une université de l'Afrique Centrale (Cameroun) a pris part à la 3<sup>e</sup> édition ;
- l'initiation et la tenue de la première édition du Salon Africain pour l'Agriculture (SAFAGRI), en 2019 à Ndjamena (Tchad), avec pour objectif de stimuler les politiques nationales et régionales de transformation des chaînes de valeur agricoles en Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord, face aux défis économiques, climatiques et sécuritaires ;
- la contribution à l'organisation en 2016 de la première édition du Salon International du Bétail et de la Viande en Afrique de l'Ouest (SIBVAO) et l'appui à son institutionnalisation.



## 2.5 Construction/réhabilitation des infrastructures marchandes

Les acteurs du commerce agropastoral ne disposent pas toujours d'infrastructures appropriées. Les transactions commerciales, notamment celles du bétail sur pieds, se déroulent généralement dans des espaces désaffectés, dépourvus de tout équipement et/ou installations requis. Les rares infrastructures aménagées sont très souvent vétustes et parfois, leurs capacités sont largement dépassées par l'ampleur des transactions. Dans certains cas, les sites sur lesquels se déroulent ces transactions se trouvent en pleine agglomération avec tous les désagréments liés à la cohabitation avec les animaux. Les infrastructures de transformation, comme les abattoirs, lorsqu'elles existent, ne répondent pas aux exigences sanitaires minimales. Le CILSS a accompagné les pays dans l'amélioration de l'offre de ces infrastructures marchandes et les acquis peuvent être résumés comme suit :



**+ de 600**  
chantiers réalisés  
pour améliorer les  
infrastructures  
marchandes

265

marchés à  
bétail construits  
ou réhabilités

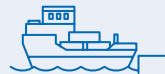


23

étals de  
boucherie aménagés

6

débarcadères  
construits



34

marchés ruraux  
construits ou  
réhabilités

88

boutiques  
d'aliments bétail  
construites ou  
réhabilitées

4

postes de sortie  
frontaliers du bétail  
construits

72

aires  
d'abattage construites

85

boutiques  
d'intrants agricoles  
construites



2

aires  
de repos  
aménagées



69

unités laitières  
construites ou  
réhabilitées

11

pistes de  
désenclavement  
construites



## 2.6 Renforcement des capacités des organisations et réseaux d'acteurs

Des organisations professionnelles des acteurs du domaine agropastoral continuent de voir le jour à travers les pays de la sous-région. Leur mission est d'assurer la coordination des acteurs à la base, généralement très nombreux, et de participer au développement des filières. Des regroupements de type horizontal comme vertical sont opérés entre les organisations créées, sans doute, pour renforcer leur légitimité et accroître leur poids social aux yeux des pouvoirs publics et des partenaires. Au niveau régional, des organisations faitières se sont également constituées. Mais, cet élan organisationnel comme moyen de mener une action collective plus efficace contraste généralement avec les faibles capacités de ces structures à prendre en charge les préoccupations de leurs membres. C'est pour ces raisons que le CILSS travaille au renforcement des capacités des structures existantes et à la naissance de nouvelles organisations dans le domaine où elles n'existent pas. Les efforts déployés ont donné les résultats ci-dessous :



**De nombreux résultats**  
dans l'appui  
à des structures  
existantes

- Naissance des Cadres Nationaux de Concertation (CNC) des acteurs des filières bétail, céréales, et fruits et légumes au milieu des années 80 ;
- Contribution à l'animation du réseau de veille sur la commercialisation des céréales (RVCC) au Burkina Faso ;
- Appui à la création du Réseau des Opérateurs Économiques de l'Afrique de l'Ouest (REAO) ;
- Création du Réseau des Systèmes d'informations sur les Marchés de l'Afrique de l'Ouest (RESIMAO) ;
- Création du Réseau d'Analystes des Marchés au Sahel et en Afrique de l'Ouest (RAMSAO) ;
- Appui à la création du Réseau des Opérateurs Économiques du Secteur Agroalimentaire de l'Afrique de l'Ouest (REOSAO) ;

- Appui à la création de la Confédération des Fédérations Nationales de la Filière Bétail-Viande en Afrique de l'Ouest (COFENAB-VI-AO) ;
- Création, opérationnalisation et accompagnement de l'Association Ouest-Africaine du Commerce Transfrontalier des produits Alimentaires, Agro-sylvo-pastoraux et Halieutiques (AOCTAH) ;
- Élaboration et diffusion d'un Guide de mise en place et de renforcement des organisations interprofessionnelles de la filière bétail/viande.



## 2.7 Mise au point d'outils et méthodologies de travail

Les pays de la sous-région sont le plus souvent confrontés à des problèmes à caractère systématique. Dans le respect du principe de subsidiarité, le CILSS travaille à accompagner les pays dans la résolution de ce genre de problème à travers la mise au point d'outils, de méthodologies et d'approches harmonisés. Dans le domaine des marchés, les résultats de tels efforts peuvent être résumés ainsi qu'il suit :

- appui à l'harmonisation des méthodologies d'approche (collecte, analyse, publication) des SIM nationaux ;
- méthodologie Régionale de collecte des données sur les flux transfrontaliers des produits agropastoraux ;
- stratégie régionale de pérennisation des SIM Agropastoraux ;
- guide pour la construction et la gestion des marchés à Bétail ;
- guide de bonnes pratiques du droit dans la lutte contre les tracasseries routières ;
- recueil des textes juridiques sur le commerce des produits agropastoraux au Sahel et en Afrique de l'Ouest ;
- note technique sur la défense des droits des acteurs du commerce régional de bétail face à l'insécurité et aux crises sécuritaires ;
- note aux politiques sur le thème : « La filière bétail-viande en Afrique de l'Ouest : quels besoins d'évolution face à l'essor de la demande et à la concurrence des importations extra-africaines ? » ;
- note aux politiques sur le thème : « Les accords transfrontaliers : outils de dialogue politique et de gouvernance des territoires agro-pastoraux. Quelle contribution au développement du commerce transfrontalier ? » ;

- Note aux politiques sur le thème « Harmoniser les textes réglementaires pour renforcer le commerce transfrontalier de bétail et la compétitivité de la viande ouest-africaine ».



## 2.8 Études, recherches et publications

Publications des articles, rapports et autres documents ci-après :

**+ de 14**  
**publications**  
d'articles,  
rapports et autres  
documents

- Analyse prospective des filières riz, maïs et oignon dans la CEDEAO (IFPRI, 2022) ;
- Tracasseries administratives et corruption le long des corridors de commerce de la CEDEAO (IFPRI, 2022) ;
- Diagnostic des politiques, mesures et instruments commerciaux sur l'agriculture en Afrique de l'Ouest (IFPRI, 2022) ;
- *Integrated spatial typologies to identify food insecurity and poverty bottlenecks in Burkina Faso, Mali and Senegal* (IFPRI, 2022) ;
- CILSS / CSAO / FEWS NET / OCHA / PAM / RESIMAO / UNICEF : Sécurité alimentaire et échanges transfrontaliers dans la zone de Kano-Katsina-Kano (K<sup>2</sup>M) – Rapport de mission conjoint, juillet 2006 ;
- Stratégie de suivi des flux et des outils de suivi des flux transfrontaliers des produits agricoles et agroalimentaires, sur appuis financiers du Bureau Régional du PAM et de la MIFRAC - Mission Française de Coopération auprès du CILSS - avril 2011 ;
- Étude sur le renforcement du commerce et de la sécurité alimentaire dans les États membres du CILSS, par la FAO, juillet 2016 ;



- Étude de référence sur le commerce des camelins entre les pays du Sahel et les pays côtiers et maghrébins (PRAPS, novembre 2019) ;
- Réglementation et formalités du commerce du bétail et des produits animaux dans les pays du PRAPS (octobre 2017) ;
- Réalisation de l'inventaire des infrastructures marchandes stratégiques dans les zones transfrontalières et l'accès aux services digitaux dans l'espace CILSS (2023) ;
- Réalisation de la cartographie des principaux corridors commerciaux des pays du G5/Sahel et le Sénégal (2023) ;
- Étude sur l'analyse comparée des options de commercialisation des produits d'élevage : commerce du bétail sur pieds versus abattage et exportation des carcasses des pays sahéliens vers les pays côtiers (2018) ;
- Les entretiens techniques du PRAPS sur le thème « Échanges des produits d'élevage comme moteur de l'intégration régionale : éliminer les obstacles au commerce pour augmenter les flux intracommunautaires et raffermir la croissance économique » (avril 2020).
- État du marché des intrants agricoles au Burkina Faso dans le cadre de la définition du Programme Régional de Développement et d'Intégration des Marchés des Intrants Agricoles (PRODIMIA) dans les pays de l'Afrique de l'Ouest menée avec la participation conjointe du PRA/SA-LCD-POP-DEV et en collaboration avec l'IFDC, l'UEMOA et la CEDEAO.



## 2.9 Formations

- Formation continue des personnels des SIM agricoles et bétail sur les méthodes de collecte, de traitement et d'analyse des données des produits agropastoraux ;
- Formation de 280 acteurs des chaînes de valeurs sur le module « commerce du bétail dans la sous-région » ;
- Organisation, en collaboration avec l'INRA Montpellier et le CERDI, d'un atelier de partage des recherches en cours sur l'intégration des marchés des céréales et du bétail en Afrique de l'Ouest ;
- Production et diffusion d'une note de présentation des expériences et acquis du CILSS en matière d'appui à la promotion de la transformation et à la consommation des produits agricoles et agroalimentaires locaux.

### 3. PRINCIPALES INITIATIVES

(PROJETS ET CONVENTIONS) AYANT SOUTENU L'ACTION DU CILSS DANS LE DOMAINE DES MARCHÉS ET RÉSULTATS DE LEURS INTERVENTIONS



N°	Titre	Source de financement	Période couverte	Montant du financement	Objectifs des projets	Principaux résultats	Impacts	Pays
	FSTP2	UE	2008-2012		Développement des marchés et promotion des échanges intrarégionaux	Intégration du suivi des flux transfrontaliers des produits agricoles et du bétail dans les enquêtes, analyses et rapports des SIM nationaux	Amélioration de la connaissance de la dynamique des marchés	Tous les pays CILSS/CEDEAO
1	Convention CILSS-USAID	USAID	2013-2023		Développement des Marchés et promotion des échanges intrarégionaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dispositif régional de suivi des flux transfrontaliers</li> <li>Dispositif de suivi des tracasseries routières</li> </ul>	Meilleure connaissance des volumes et valeur des flux transfrontaliers	Tous les pays CILSS/CEDEAO
2	Convention « UEMOA-CILSS »		2013-2016	840 000 000 FCFA	Construction et réhabilitation de huit (8) marchés à bétail transfrontaliers	<ul style="list-style-type: none"> <li>1 marché à bétail réhabilité</li> <li>6 marchés à bétail construits</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Amélioration de l'accès physique aux marchés des pasteurs et augmentation de leurs revenus</li> <li>réduction des coûts des transactions pour les éleveurs</li> <li>Amélioration des recettes fiscales pour les municipalités</li> </ul>	Bénin, Togo, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau

N°	Titre	Source de financement	Période couverte	Montant du financement	Objectifs du projets	Principaux résultats	Impacts	Pays
3	PRAPS 1 Projet d'appui au pastoralisme au Sahel	Banque Mondiale	2015-2021	248 millions de dollars US	« Améliorer l'accès à des moyens et services de production essentiels et aux marchés pour les pasteurs et agropasteurs dans des zones transfrontalières sélectionnées et le long des axes de transhumance dans les six pays du Sahel, et d'améliorer la capacité de ces pays à répondre à temps et de façon efficace en cas de crises pastorales ou d'urgences »	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 98 marchés à bétail</li> <li>• 39 aires d'abattage</li> <li>• 63 unités laitières</li> <li>• 23 étals de boucherie</li> <li>• 2 aires de repos</li> <li>• 4 postes de sortie frontaliers</li> <li>• 6 SIM Bétail renforcés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration de l'accès physique aux marchés des pasteurs et augmentation de leurs revenus</li> <li>• réduction des coûts des transactions pour les éleveurs</li> <li>• Amélioration des recettes fiscales pour les municipalités</li> </ul>	Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad
4	PREDIP Projet Régional Dialogue et d'investissement Pour le Pastoralisme et la Transhumance au Sahel et dans les Pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest	Union Européenne	2018-2023	25 000 euros dont 6 millions pour la Composante 3	« Renforcer la contribution du pastoralisme et de la transhumance transfrontalière à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, au développement socioéconomique équitable et à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest ».	10 marchés à bétail	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration de l'accès physique aux marchés des pasteurs et augmentation de leurs revenus</li> <li>• réduction des coûts des transactions pour les éleveurs</li> <li>• Amélioration des recettes fiscales pour les municipalités</li> </ul>	Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Togo, Burkina Faso, Mali, Niger

N°	Titre	Source de financement	Période couverte	Montant du financement	Objectifs du projets	Principaux résultats	Impacts	Pays
5	P2RS 1 Programme Régional de Renforcement de la Résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel	Banque africaine de développement (BAD)	2014-2023	153 millions FCFA	« Contribuer à une croissance inclusive et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et accroître sur une base durable la productivité et les productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques au Sahel »	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 18 marchés à bétail</li> <li>- 34 marchés ruraux</li> <li>- 33 aires d'abattage</li> <li>- 178 banques céréalières</li> <li>- 88 boutiques d'aliments bétail</li> <li>- 85 boutiques d'intrants agricoles</li> <li>- 6 débarcadères</li> <li>- 11 pistes de désencalèvement</li> <li>- sept SIM de deuxième génération conçus, implémentés et opérationnalisés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration de l'accès physique aux marchés des pasteurs et augmentation de leurs revenus</li> <li>- réduction des coûts des transactions pour les éleveurs</li> <li>- Amélioration des recettes fiscales pour les municipalités</li> <li>- disponibilité en temps réel d'informations sur les marchés</li> </ul>	
6	FARM-TRAC	FIDA	2020-2023	3 500 000 dollars US	(i) Contribuer à une meilleure connaissance du fonctionnement des échanges de produits agricoles et alimentaires en Afrique de l'Ouest, (ii) faire progresser la libre circulation des produits agricoles en Afrique de l'Ouest, (iii) contribuer à la formulation et à la mise en œuvre des politiques et stratégies régionales de promotion du commerce des produits agricoles et alimentaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Consolidation du dispositif de suivi des flux transfrontaliers</li> <li>- Mise sur pied de l'opération Fluidité</li> <li>- Mise sur pied des BICAF</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité des données sur les flux</li> <li>- Réduction des transactions</li> <li>- Amélioration de la traversée des frontières pour les petits commerçants</li> </ul>	Pays CEDEAO

## 4. IMPACTS DES INTERVENTIONS



Les principaux impacts des interventions du CILSS dans le domaine de l'intégration des Marchés et de la promotion des échanges peuvent être résumés comme suit :

- ① Amélioration de la connaissance mutuelle des acteurs des marchés à travers des différentes rencontres régionales et une amélioration de la visibilité sur les opportunités d'affaires des produits agropastoraux dans l'espace CILSS/CEDEAO ;
- ② Amélioration de la gouvernance de la sécurité alimentaire par la fourniture d'une information fiable et régulière sur le fonctionnement des marchés : le principal outil au service de la région pour analyser l'état de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations est le Cadre Harmonisé. Or dans sa démarche, le cadre harmonisé donne une place prépondérante à la dimension Marchés où se joue le sort des populations en matière d'accessibilité aux aliments. De ce fait, pour mener à bien ces analyses, le cadre harmonisé a besoin de données fiables, notamment sur les prix des aliments. L'action du PRA-Marchés en direction des Systèmes Nationaux d'Information sur les Marchés (SIM) a permis de renforcer leurs capacités opérationnelles et de rendre disponible l'information nécessaire qui permet au CILSS d'élaborer les outils d'aide à la décision.



**3 ans**  
d'existence de  
l'Opération fluidité  
pour un accès à  
des produits plus  
abordables aux  
populations

③ L'amélioration du climat des échanges transfrontaliers des produits agro-pastoraux. Les différentes interventions menées par le CILSS en termes de formation des acteurs et des leurs organisations pour le respect des règles du commerce intrarégional, les rencontres d'échanges entre acteurs publics acteurs privés sur les violations des règles établies en matière de commerce, la mise en route de l'Opération fluidité depuis trois ans, ont permis d'apporter des changements qualitatifs sur l'environnement du commerce

intrarégional et ont fait reculer les actes de rackets qui étaient jadis banalisés. Cela permet d'affirmer que l'action du CILSS a eu pour effet la baisse des paiements illicites dont l'effet immédiat pour les populations est l'accès à des produits plus abordables. Au-delà de cet effet sur l'accessibilité des vivres pour les populations, la réduction des entraves au commerce permet d'accroître les échanges commerciaux intrarégionaux.



**CILSS - Comité Permanent Inter-États de Lutte  
contre la Sécheresse dans le Sahel**

03 BP 7049 Ouagadougou 03 - BURKINA FASO  
Tél. : +226 25 49 96 00 - Fax : +226 25 37 41 32  
Email : [administration.se@cilss.int](mailto:administration.se@cilss.int)  
[www.cilss.int](http://www.cilss.int)